MOBILISATION POUR DES MESURES D'URGENCE POUR LE SERVICE PUBLIC DU SPECTACLE VIVANT !

La mobilisation sociale importante de ce début du mois de septembre est l'écho d'un rejet massif des politiques d'austérité qui menacent des pans entiers des services publics ainsi que les droits sociaux.

Comme d'autres secteurs, celui du spectacle vivant, des arts et de la culture ont été frappés de plein fouet par des coupes budgétaires successives à l'occasion des dernières lois de finances. Partout, nous constatons l'effondrement des coproductions, de la diffusion, l'abandon d'actions d'éducation artistique et culturelle. La crise est là, pour les compagnies et les producteurs de spectacles, les festivals, pour les équipes artistiques, dans les théâtres, dans les salles de concerts, dans les orchestres, dans les opéras … Les écoles d'art ferment, les conservatoires sont asphyxiés.

Nos interpellations nombreuses des pouvoirs publics ont été trop peu considérées. Le ministère de la Culture s'est satisfait de ses arbitrages alors même que la crise est partout flagrante.

Les artistes et les technicien·nes intermittent·es du spectacle courent après les heures pour ne serait-ce que réunir les 507 heures nécessaires à la réouverture des droits à l'assurance chômage, régime lui aussi menacé par une nouvelle négociation à venir.

Les premiers licenciements de salarié·es permanent·es de nos professions sont intervenus, notamment dans les Pays de la Loire après la décision irresponsable de la Région d'abandonner une grande partie de son soutien à la Culture. Les salaires sont gelés un peu partout. Nous n'avons jamais connu une telle situation.

Nous souhaitons donc adresser un message clair aux pouvoirs publics. La destruction des services publics et des droits sociaux ne constitue pas une politique d'avenir. Elle représente un abandon de la population. Nous refusons la paupérisation de toutes nos professions, la remise en cause de nos missions de service public et de nos droits sociaux. Nous souhaitons continuer à vivre de nos métiers en remplissant nos missions d'intérêt général : celle de présenter des œuvres et des spectacles au public, celle d'enseigner les arts, celle de proposer des actions culturelles à toutes et tous.

Le projet de loi de finances pour 2026, tel qu'il était envisagé par le gouvernement précédent, avec ses 5 milliards de coupes budgétaires à l'encontre des dotations des collectivités territoriales est inacceptable : toute la vie associative et notamment culturelle est directement menacée par un tel niveau de coupe. Nous demandons au nouveau gouvernement de reconsidérer les impacts d'une telle décision.

Nous croyons qu'une loi de finances marquée par davantage de justice fiscale et sociale est possible. C'est donc en responsabilité que nous, organisations représentatives des salarié·es et des employeurs, nous mobilisons avec l'ensemble des professions du spectacle vivant à partir du 18 septembre prochain notamment en vue de l'élaboration du prochain budget du pays !

Paris, le 17/09/2025

Fédération Nationale des Syndicats du Spectacle, du Cinéma, de l'Audiovisuel, de l'Information, des Arts et de l'Action Culturelle
CGT / 14-16, rue des Lilas 75019 PARIS - 01 48 03 87 60 - https://linktr.ee/CGT_Spectacle